

Agadir : Secteur de l'immobilier : La flambée des coûts continue

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 27-05-2009 23:51:24

Où va l'immobilier à Agadir ? Question que tout le monde soulève devant cette flambée astronomique des coûts qui flambent de plus en plus, et à une cadence effroyable. Des opérations de logement qui, il y a moins d'une décennie, sont mises en vente à des prix abordables sentent le brûlé ces trois dernières années, où la spéculation est souveraine, au sein même des nouveaux promoteurs.

Dès lors, les lots et les domiciles se vendaient non pas aux locaux de l'administration en question mais partout dans les cafés des «samsara», connus pour ce commerce illicite. Tous ces lieux sont dotés désormais des plans de masse qui sont disponibles aux plus offrants.

Les négociations vont bon train sans que les autorités compétentes ne s'y interposent pour mettre fin à cette machine monstrueuse dont les principaux manipulateurs ne sont autres que des agents influents de ce commerce. Celles-ci, encouragées par l'impassibilité, voire la complicité, attendent encore plus cette ascension vertigineuse des prix sous prétexte de mettre un terme aux spéculations. Drôle de leitmotiv si l'on sait que ceux-là mêmes qui prétendent affronter ces manies spéculatives s'adonnent ouvertement à cette vile manoeuvre en organisant un véritable réseau de vente dans plusieurs coins de la ville où des médiateurs fort introduits dans cette sale ébauche s'activent dès qu'une nouvelle opération pointe à l'horizon. On se rappelle bien combien de fois l'opération est vendue à coups de téléphone avant même la date de la mise en vente mentionnée dans les convocations. Sans parler des faveurs clientélistes des emplacements, communément appelés «choukas». Dans le même sillage, nombre d'opérateurs immobiliers s'est rué sur Agadir, dont la quasi-majorité se mettait à monter ses projets sans même l'aval des services communaux ni la prévision des équipements publics accompagnateurs des séries de logements, notamment au lotissement Hay Mohammedi.

C'est ainsi que les « dessous-de-table » prolifèrent, parfois même atteignant presque la moitié des prix des domiciles. A ce rythme, on se trouverait, sans doute, avec des agglomérations de milliers de familles sans écoles, dispensaires, espaces verts, terrains de sport, foyers de femmes, complexes culturels...

Agadir est donc en train de vivre l'horrible cauchemar de la flambée immobilière à cause d'une politique urbanistique axée sur le profit et la rente qui vont totalement à l'encontre de la stratégie nationale visant la lutte contre l'insalubrité et l'octroi du logement décent accessible à toutes les couches sociales. Il est maintenant déplorable de constater que les promoteurs immobiliers s'étaient lancés dans l'acquisition des terrains à divers endroits de la cité à des prix « symboliques », souvent inappropriés, pour monter des immeubles surplombant d'autres logements de moindre valeur mais acquis à des montants fantasmagoriques.

Quelles mesures prendre pour assurer l'équilibre immobilier et pallier ces dérives déconcertantes pour permettre aux générations futures d'accéder au droit au logement dans le respect de leur

pouvoir d'achat ? Certes, on ne peut contester le fait que toutes les exigences de la vie ont connu des augmentations par rapport au temps révolu où, à titre d'exemple, le prix des logements au quartier Charaf ne dépassait guère 11 millions de centimes (maintenant avec de simples réaménagements, le même logement atteint facilement les 200 millions de centimes). Cependant, tout esprit civique ne peut tolérer cette débandade immobilière dont pâtissent les masses les plus défavorisées, avec cette spéculation assassine et ce laisser-aller coupable des autorités en connivence avec les décideurs de l'immobilier.

On ne saura jamais comment, demain, les citoyens parviendront à prétendre à des logements à des prix raisonnables, devant cette envolée galopante des prix. Sans doute, la solution n'émanera-t-elle nullement des actuels responsables à multiples niveaux qui ont, malheureusement, contribué à cette situation désastreuse et qui ne sont point prêts à exorciser leurs méfaits. Il est alors impératif d'intervenir dans l'immédiat afin de couper avec ce laxisme, cette complicité et ce crime social dans une ville martyr.

Valoriser la ville, comme disait l'autre, n'est pas du tout exterminer son équité sociale et la confier aux seuls détenteurs de capitaux et aux spéculateurs qui s'amusent à bâtir et vendre à des prix asphyxiants.

Valoriser la ville veut dire surtout et avant tout expertiser et réguler ses espaces habitables de façon à combler ce droit légitime à toutes les couches sociales, en particulier celles aux petits et moyens revenus.

Saoudi El Amalki
Al Bayane